

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 5 JUIN 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 26 mai 2023, le Conseil municipal s'est réuni le lundi 5 juin 2023 à 19 h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

**PRESENTS** = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Christophe BLANC, Bertrand BONNAMOUR, Suzy CASSAR, Sylvie CHARDEYRON, Annie COLOMB, Denis COLLET, Radikah JUMMUN, Brigitte LIMODIN, Umus PERRONE, Eric TRINQUET,

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Séverine DEBUS donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE

Nathalie TISSOT

Absents non excusés :

Mihrican AVCI

Nathalie ROMANET

Thomas GIRARD

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal qu'à la suite du renouvellement des conseillers municipaux et conformément à l'article L19 du Code électoral, une commission de contrôle doit être instituée dans chaque commune par arrêté préfectoral.

Les membres de cette commission, nommés pour 3 ans, sont chargés d'examiner les recours administratifs préalables obligatoires formés par les électeurs contre les décisions de refus d'inscription ou de radiation du maire et de contrôler la régularité des listes électorales (municipale et européenne)

La composition de cette commission diffère selon le nombre d'habitants de la Commune et la composition du conseil municipal. En ce qui concerne Nantua, il s'agit de nommer :

- 3 conseillers issus de la liste majoritaire
- 2 conseillers issus de la liste d'opposition

Il est ici précisé que les conseillers doivent être proposés dans l'ordre du tableau de composition du conseil, tel qu'issu des élections et mis à jour après remplacement d'un ou plusieurs conseillers. Toutefois, le maire, les adjoints et les conseillers municipaux titulaires d'une délégation en matière d'inscription sur la liste électorale ne peuvent siéger au sein de la commission.

Chaque membre de la commission de contrôle peut avoir un suppléant qui pourra siéger à la place du titulaire absent. Les suppléants sont désignés dans les mêmes conditions que les membres titulaires.

Enfin, le président du tribunal judiciaire, dans le ressort duquel se trouve la commune, en l'occurrence celui de Bourg-en-Bresse, doit également être représenté. Il revient donc au Conseil de lui proposer deux noms.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL, À L'UNANIMITÉ, PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS,

- **ELIT** et **PROPOSE** en son sein les 5 conseillers titulaires pour siéger à la Commission de contrôle des listes électorales et, le cas échéant, leurs suppléants.

Liste majoritaire :

- o Christophe BLANC, suppléante Sylvie CHARDEYRON
- o Suzy CASSAR, suppléante Umus PERRONE
- o Radika JUMMUM, suppléante Annie COLOMB

Liste d'opposition :

- o Bertrand BONNAMOUR, suppléant Thomas GIRARD
- o Brigitte LIMODIN, suppléant Eric TRINQUET

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Le Maire,

Acte rendu exécutoire après dépôt  
en Sous-préfecture de Nantua le  
Publication ou affichage le  
Jean-Pascal THOMASSET  
Maire de Nantua

Jean-Pascal THOMASSET

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.